



Royaume du Maroc
Conseil National des Droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

12 et 13 Mars 2011

12 و 13 مارس 2011

Du militantisme des droits de l'homme à la cause étatique



■ Son premier contact avec le militantisme remonte à ses années de lycéen. Il décrochera quand même deux licences.

■ Militant politique au sein de l'USFP et du PADS, il se transformera en défenseur invétéré des droits de l'homme au sein de l'AMDH et du FVJ.

■ Au sein du CNDH, il juge sa mission difficile, mais pas impossible.

C'est un tribun hors-pair, au verbe éloquent. Son charisme et son franc-parler en ont charmé plus d'un, y compris parmi ses détracteurs. Si l'on devait retenir une seule qualité parmi plusieurs c'est celle du militantisme sincère, désintéressé. Et de cela personne ne doute. Ni au sein de l'USFP qu'il intègre, à 20 ans, au milieu des années 70, ni au sein du Parti de l'avant-garde démocratique socialiste (PADS) d'Ahmed Benjelloun qu'il rallie un peu plus tard, ni au sein de l'AMDH et encore moins au sein du Forum vérité et justice (FVJ) qu'il a présidé pendant deux mandats successifs, avec dévouement, souvent au détriment des affaires de son cabinet d'avocat installé au quartier Hassan, à Rabat. Nommé par le Roi Mohammed VI, le 3 mars, comme secrétaire général du tout nouveau Conseil national des droits de l'homme (CNDH), on parle d'un «choix judicieux».

Kamal Lahbib, militant associatif, ne tarit pas d'éloges sur l'homme : «*Son capital acquis au sein de l'AMDH et du FVJ est assez riche pour donner un coup de fouet au champ des droits de l'homme au Maroc au sein d'un CNDH pourvu maintenant d'une indépendance et de toutes les prérogatives pour jouer pleinement son rôle.* Comme il le dit lui-même :

«Ma mission au sein du nouveau conseil est délicate, mais n'est pas impossible».

C'est dans le quartier de Yacoub El Mansour à Rabat que Mohamed Es-sabar vit le jour une année avant l'indépendance. Son père est vendeur de tissu, sa mère, femme au foyer. Jusqu'à l'âge de 10 ans, l'enfant se dirigeait quotidiennement, après les cours, à la boutique de son père pour l'aider à la tâche. Des amis de ce dernier, dont des militants de l'UNFP, y défilaient aussi pour discuter, de tout, et de la politique en premier lieu : des noms étaient souvent prononcés, Jamal Abdennasser, Mehdi Ben Barka, Mohamed Basri... Ils résonnaient fortement dans la tête de l'enfant pour y rester gravés à jamais. Mohamed verra un jour, en chair et en os, Ben Barka. C'était en 1963 ; il en fut ébloui.

Alors qu'il est en prison à Salé, il écope de trente ans par contumace à Tétouan

Mohamed est l'aîné de dix frères et sœurs, et il garde encore un souvenir vivace de son père, commerçant et analphabète. «*Comme il ne savait ni lire ni écrire, il s'est forgé sa propre méthode pour faire ses opérations de calcul. Pour se rappeler aussi des noms de ses clients, il inscrivait des signes sur son carnet*», raconte, nostalgique, le fils.

En 1973, les choses se corsent pour le jeune Mohamed. Ça sera une année blanche et, au lycée Maghreb Arabe de Rabat, il baignait déjà dans le militantisme. Il est traduit devant un conseil de discipline, et écope, fort heureusement, d'un simple changement d'établissement, alors qu'il s'attendait au pire : l'exclusion. A quelque chose malheur est bon : dans le nouveau lycée, il aura comme enseignant Abdellatif Derkaoui, militant de gauche -qui sera incarcéré pendant douze ans- auprès duquel il puise un nouveau souffle de militant. C'est en 1978 qu'il passe, avec succès, son bac en candidat libre.

La militance au sein de l'UNEM ne l'empêche pas d'obtenir coup sur coup une licence en sociologie et une autre en droit, ni de coupler son activisme politique avec la défense des droits de l'homme, au sein de l'AMDH, dès le début des années 1980. Comme la plupart des opposants politiques de cette époque, il goûtera aux affres de la prison. C'était en 1984, lors des émeutes

qui ont secoué plusieurs villes marocaines : six mois ferme à purger à la prison Laâlou de sa ville natale et ce fut pour lui une occasion de croiser les militants marxistes-léninistes de la prison centrale de Kénitra, qui y défilait qui pour examens qui pour visites médicales, dont son ancien professeur A. Derkaoui. A sa grande stupéfaction, alors qu'il est à la prison de Laâlou, la Cour d'appel de Tétouan le condamne par contumace à 30 ans de prison. Ce n'est qu'une fois libéré qu'il se presenta à la Cour de Tétouan pour crier son innocence, qu'il obtint.

Démissionner du Forum vérité et justice : une obligation

Inscrit au barreau de Rabat à partir de 1993, M. Essabar consacra plus de temps à la défense des droits de l'homme qu'au militantisme politique. En 1999, la naissance du Forum vérité et justice (FVJ) constitue un tournant : les anciennes victimes réclament des comptes à l'Etat.

Une époque qui s'est soldée par la création, en 2004, de l'Instance équité et réconciliation (IER), présidée par Driss Benzekri, au sein de laquelle le FVJ refusera d'être représenté. Il faut dire qu'un an plus tôt, Benzekri était déjà nommé au sein du CCDH, nouvelle version, comme secrétaire géné-

ral, ce qui a suscité à l'époque un tollé au sein du FVJ. M. Essabar était l'un des farouches opposants au cumul de deux responsabilités, jugées contradictoires : être en même temps au sein du CCDH, organe de l'Etat, et au sein du FVJ (Benzekri n'y était plus président mais simple consultant au conseil national), une association de la société civile. Le fameux mot de Essabar, «Benzekri est banni du forum», est resté dans les annales. Le nouveau SG du CNDH y serait-il banni aussi ? «En fait, je dois démissionner maintenant du FVJ. Ma nouvelle responsabilité l'exige de moi», tranche-t-il. Et cette responsabilité, il l'entrevoit avec optimisme, pourvu que la future composition du forum soit conforme à ses nouveaux statuts, précise-t-il.

«L'indépendance, le pluralisme, et des compétences à la mesure de la tâche», ajoute-t-il. Le fervent militant des droits de l'homme et le farouche opposant politique n'est-il pas, comme d'autres, en train de changer de veste ? Sur la toile, il est déjà traité de «vendu», et nombre de ses camarades du PADS sont désarçonnés, sinon franchement hostiles à sa décision. Lui, il est plutôt serein. «J'ai ma conscience pour moi. Je défendrai les idéaux qui sont les miens là ou je serai entendu», justifie-t-il ■

JAOUAD MDIDECH

DROITS HUMAINS.**Le CCDH new age**

Le Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH) fait peau neuve et devient un Conseil national (CNDH). Un changement qui se traduit par des prérogatives plus étendues : pouvoir d'enquête, auto-saisine, accès aux prisons et centres de détention... La nouvelle formule réduit également le nombre des membres du Conseil, qui passe ainsi de 44 à 30. Ahmed Herzenni et Mahjoub El Hiba, président et secrétaire général sortants, sont respectivement remplacés par Driss Yazami, ex-président du CCME, et le militant Mohamed Sebbar, ex-président du Forum vérité et justice. Deux profils différents pour une mission difficile : redorer le blason de l'ancien CCDH. D'emblée, plusieurs

Driss Yazami et Mohamed Sebbar ont été nommés à la tête du CNDH.



ONG ont critiqué la méthodologie adoptée dans la constitution du nouveau Conseil (en dehors du parlement et sans consultation des ONG). L'entrée au Conseil de Mohamed Sebbar ne va pas, non plus, sans faire de bruit. Le PADS a tenu à rappeler que l'avocat n'a "aucun lien organisationnel avec le parti". ■

TARIK HARI

► Droits de l'homme CCDH out, CNDH in !



● LES FAITS

La nomination de Driss El Yazami à la présidence du Conseil national des droits de l'homme (CNDH) a signé l'arrêt de mort du CCDH.

● LE COMMENTAIRE

Le nouveau dahir érigeant le Conseil – jusqu'ici institution consultative – en Conseil national des droits de l'homme, conformément aux standards internationaux en la matière, porte en lui les germes d'une nouvelle approche dans la gestion des atteintes aux droits de l'homme. Il faut dire que le bilan de ces dix dernières années contient autant, sinon plus, d'échecs que de réussites. Herzenni a failli à sa mission. Le CCDH, héritier de l'IER, n'a pas su concrétiser les recommandations de l'instance, restant prisonnier du passé et focalisé sur l'indemnisation des victimes des années de plomb. Et au moment même où des abus sont encore régulièrement enregistrés, la reconnaissance officielle des exactions continue de susciter des craintes. C'est pour cela que le nouveau dahir vise à consolider l'autonomie du Conseil qui sera doté de mécanismes régionaux dédiés à la protection et à la promotion des droits des citoyens, dans toutes les régions du Maroc.

● ET DEMAIN

Mohamed Sebbar, le nouveau secrétaire général du Conseil aura-t-il les coudées franches pour nettoyer les écuries d'Augias de la lutte anti-terroriste qui a jeté derrière les barreaux des milliers d'innocents ? Qui vivra verra. A.E.A.

Du 11 au 17 03 11

Sebbar encaisse

A peine nommé secrétaire général du Conseil national de droits de l'homme, Mohamed Sebbar a commencé à recevoir les coups. Ses amis gauchistes l'ont accusé d'avoir retourné sa veste en acceptant pareille



nomination. C'est devenu une habitude, tout gauchiste est taxé de trahison à la cause dès qu'il est nommé par le Roi. En tout cas, Sebbar a une réponse, l'histoire jugera son travail. Il a néanmoins accepté les critiques étant un homme politique avec des responsabilités publiques.

رسالة مفتوحة إلى السيدين اليزمي والصابار

السلطة والحكومة في قراراته ومهامه ومواقفه وموارده المالية واجور المشتغلين به وانت على رأسهم. لا اعتقد انكما ستقبلان لحظة واحدة الانطلاق على رأس المجلس مع وجود معتقل رأي واحد أو سجين سياسي أو حقوقي واحد في السجن، ومن دون أمنها وجنراليتها وقبالتها ومخابراتها، مليئة بضحايا المحاكمات الجائرة وغير العادلة، ومن ضحايا قضاة غير مستقلين أو عديمي الضمير المهني والقضائي الرفيع، ومن ضحايا التعليمات من دوائر الخزن. وليس لكما الحق في أن تكبلا بكجاليين في التعامل مع قضية حقوق الإنسان المقدسة، وأنكما بقدر الإيمان المغرور فيكما بنشر ثقافة حقوق الإنسان تعليماً وتشريعاً وممارسة، بقدر الإيمان المغرور فيكما بضرورة فرض مصادقة المغرب على اتفاقية الحكمة الجنائية الدولية، وإلغائه عقوبة الإعدام دستورياً، ومصادقته على البروتوكولات ورفع التحفظات، وإقراره بالمساواة الكاملة بين النساء والرجال سياسياً واجتماعياً واقتصادياً، ونشر ثقافة محاربة الرشوة والفساد والرتبونية، ومقاومة التغلغل الصهيوني في المغرب، والعولة الوحشية المتوحشة...

هذه ليست نضائح ولا رؤوساً، هي فقط تنكير بمناسبة الحدث، وهي انتظارات حثيئة ودالة وبرهنة، ولا يمكن تأجيلها أو التفاوض بشأنها، ولا يمكن وضعها داخل أجندة المستقبل البعيد أو تغليفها بلباس المناسبات أو البروتوكولات، ولا تنسوا أنها من شعارات مسيرات ووقفات 20 فبراير ومن شعارات الحقوقيين المخلصين منذ عقود مضت، لا يمكن انتظار الاستجابة لها عقوداً أخرى أو تصفيتها في مجالس مقبلة عند نهاية القرن الواحد والعشرين. وختم الكلام، هو املي الا تتخزنا، والا تلبسا رداءات العنابت، والا يقودكما احد نحو مصير لا نرضاه لكما، والى حين الغد المشرق للحقوق وللحريات، لكما انين وعذاب المظلومين من ظلم الدولة وأدواتها، ولكما إصرار الراضين لانتهاكات حقوق الإنسان.

مطية يحملون فوقها فرق الدعايات وأبواق التهريج مدججة بالدولارات دعماً لسياسة الدولة الفاشلة ولأخطائها القاتلة في مجال حقوق الإنسان. امسحا وبسرعة فكرة مجلس حزني والهيبه، حتى ننسى سجلهما الذي وقعا بالتضامن في ما بينهما بمداد الغد واللعن في شرف ونضال بعض المنظمات الحقوقية المغربية والدولية في الندوات الصحفية والتفزيونية، وسكوتهما أمام استمرار الفساد الحقوقي كالاحتطاف والتعذيب والتنكيل بالمحتجين السلمين، ومباركة المراكز السرية التي تستعمل نيابة عن المخابرات الأمريكية والفرنسية وغيرهما للاستقطاقات والتزاع الاعترافات وتزوير التقارير والحاضر، وموافقتهما بالصمت على تصفية الصحافة المستقلة والصحفيين المخلصين من أجل التغيير الديمقراطي، المنحازين لحرية التعبير والرأي والرافضين للارتزاق والمؤمنين برسالة الإعلام. لكيكما علم بأن المجلس السابق كان مع الإقتلات من العقاب وضد مبدأ الساطة، ولكما اليقين انه أخفى عددا من الحقائق في تقاريره، وأنه تستر على وثائق ومعلومات وأسرار تتعلق بالانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، وفي مقدمتها أسرار ملفات اغتيال المهدي بنبركة والمنوري والرويسي وزروال والمنبهي والمذني شفيق، وغيرهم من مجهولي المصير ممن تناور على مصيرهم المجلس السابق مفضلاً حماية الشبهة فيهم من مجرمي حقوق الإنسان على أنصاف الضحايا، ومفضلاً سياسة التواطؤ على ثقافة الحقيقة الكاملة غير الحقيقية المعوجة والمعوفة.

ولكما العلم بأن سجون بن هاشم بالملكة مليئة



التيقيب عبد الرحيم الجامعي

هذه ليست نضائح ولا دروساً، هي فقط تذكير بمناسبة الحدث

“

عينيكما ملك المغرب على رأس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، بعد أن انتهى مجلس الاستشاري لحقوق الإنسان بكل توجهاته وسياسته وطرق اشتغاله وتبعيته واحتوائه ومخبراته وإخفاقاته.

وتغير المجلس الاستشاري بالمجلس الوطني، واستبدل احمد حرزني بإدريس اليزمي والهيبه ومحمد الصبار.

فهل انتما حقاً قادران على خلق الحدث، وهل لكيكما المساحة الضرورية لمعالجة القضايا الصعبة بكل حرية وبدون حدود أو قيود؟ وهل لكيكما الجرأة لو حاضرتكما اللوبيات والمؤامرات على مغادرة المجلس؟

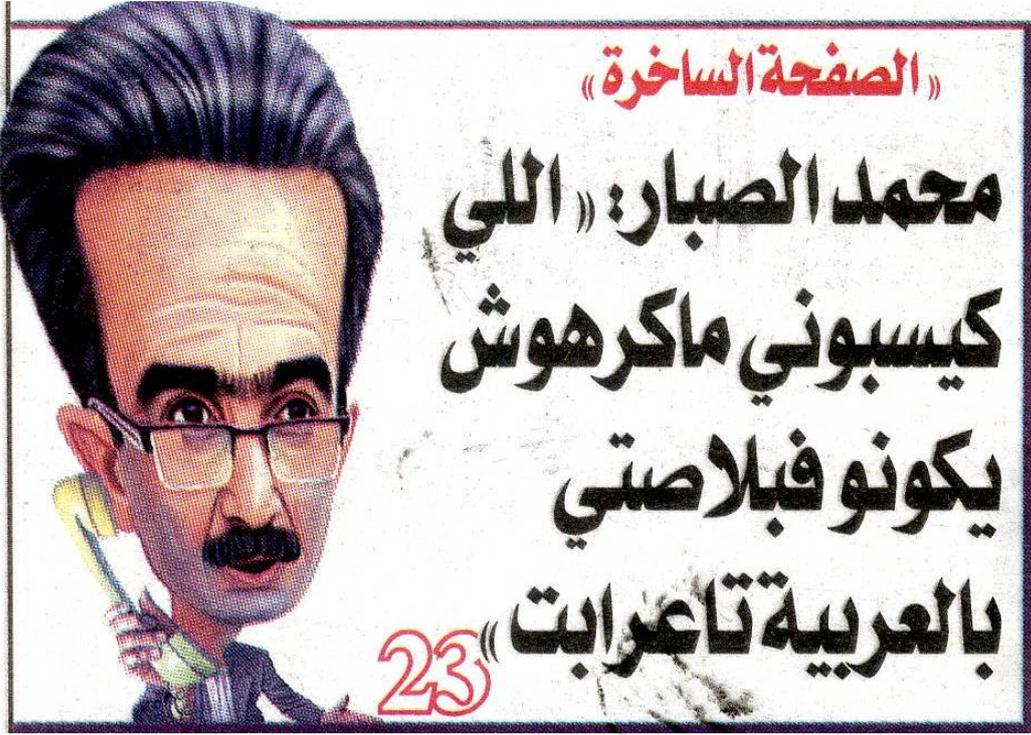
إن مستقبل المجلس الوطني ومستقبلكما على رأسه لا يعلمهما أحد، والإرادات ستظهر أمام الملامح وعلى أرض الواقع في القريب الآتي، فما علينا إلا أن نمتعكما بقرينة البراءة ونحسن الظن بكما ونساندكما، والأنا نصدركم عليكم أحكاماً مسبقة أو ذاتية أو مشروعة.

إن الكل ينتظر منكما الكثير دون طول انتظار، ينتظر منكما القطع مع الميعة في التعامل مع الإنسان ومع قيمة حقوق الإنسان، ورد الاحمرار إلى وجه الوطن وإلى مصداقيته داخل التراب وخارج الحدود في ملف الحقوق والحريات، والكل ينتظر على أحر من الجمر أن تعملوا وبسرعة من أجل ألا تبقى قيم حقوق الإنسان بضاعة بيد الدولة وأصحاب السلطة يتاجرون بها لتغطية الفضائح والانتهاكات، أو عملة يشترون بها صدقات الحكام وعطف الأنظمة في بورصة الأمم المتحدة بنيويورك أو جنيف، أو

Droits de l'Homme: L'expérience marocaine expliquée à Genève

Lors d'un panel, organisé par le CNDH et le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme de l'ONU en marge de la 16^{ème} session du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, le 9 mars 2011, à Genève, en Suisse, Abderazak Rouwane, chef du département de la coopération et des relations extérieures au Conseil national des Droits de l'Homme (CNDH), a affirmé que l'une des particularités du processus marocain de justice transitionnelle réside dans le fait que, pour la première fois, une commission de vérité et réconciliation a été mise en place suite à une recommandation de l'institution nationale de protection et de promotion des droits de l'Homme.

Des particularités qui ont été portées notamment par la mise en œuvre des recommandations de l'Instance Équité et Réconciliation (IER) dans les différents domaines politique, économiques et sociaux.



الو... نعما س!

محمد الصبار: اللي كيسبوني ماكرهوش يكونو فبلاستي بالعربية تا عربات

هو ما سلكاتهم، وحننا نقصات علينا تمارة ديال
التنقل حتى لعندهم. دردشة التلفون متواصلة معا
مشاهيرنا اللي كنخسرو عليهم هاد الجوج دريال ديال
الو في سبيل الله، نعرفو بيها غير شنو واقع عندهم
بالتحديد. تبعو معنا واللي تطلق ما يضرش راسو معا
الحيط. راه غير غادي يتطلق.

■ أنا حقوقي فبن ماكنت نقدر نخدم حقوق الإنسان فمنصبي السابق
ونقدر نخدمها أفضل فالمنصب الحالي، واللي خص الناس يفهموه هو أن
المنصب ما كيصاوبش بنادم، راه بنادم هو اللي كيصاوب المنصب إلا
فحالات محدودة.
■ ديالاش؟
■ ديال ناس عندهم استعداد لبيع الطرح بالصبح، وزايدون كون
بغيت نبيع كون راه شحال هادي درتها.
■ هاد الناس الله يهديهم، قول ليا شنو هي أهم الصعوبات اللي
غادية تعترضكم؟
■ هي نقنعو الرفاق ديالنا أولا أننا نقدر نخدمو ونقدرو نديرو شي
حاجة. حيث المشكل ماشي معا خصوصنا، المشكل الكبير اللي عندنا معا
رفاقنا وهادي هي الخاصية المغربية الغريبة ديالنا. الله يستر.

غدا نعطو لمصطفى العلوي المقدم الشهير ديال التلفزيون نسولو كيفاش غادي
بيد يعطي لينا النقاش حول التعديل الدستوري اللي غادي يكون فالبلاد،
وشحال من حلقة ديال حوار غادي يخصص ليه تسناونا



■ السي محمد هنيئا البلاصة الجديدة.
■ الله يبارك فيك خويا واخا تعطلتي فالتهنئة.
■ عاد ساليث معا بزاف ديال الشغالات اللي كانت هاد
الأيام.
■ ماشي مشكل فوق ما جا الخير ينفع.
■ قول ليا، سمعتي الانتقادات اللي رافقت التعيين
ديالك؟
■ ماسمعتها غير هي. الناس الله يستر واجد عندهم
الكلام الخايب، دغيا دارو للسبان والاثامات بالعمالة، كانوا
واجدين الله يستر.
■ والشباب؟
■ السباب أننا فالمرغ مابقيناش قادرين نميزو بين
الأشياء ودغيا كنعقدو أن اللي قبل شي منصب يخدم فيه
من مكان آخر هو بنادم باع الماتش، علما أننا خصنا نبدلو هاد
الخصلة اللي فينا.
■ بحالاش؟

دردشة التلفون

Par Abdellatif Mansour

Droits de l'Homme: L'empreinte de Herzenni

Les circuits de l'information ont la mauvaise manie de vite oublier les partants et de n'accorder toute leur attention qu'aux arrivants. Alors que les premiers n'ont pas forcément démérité, et les seconds ont certainement mérité leur désignation aux mêmes postes de responsabilité. Une question de dosage et de juste appréciation.

Les récentes nominations à la tête du CCDH nous placent dans cette ambivalence pas très équilibrée. Driss El Yazami, le nouveau président, et son secrétaire général, Mohamed Sabbar, sont les mieux indiqués pour leur nouvelle fonction. Ils en ont le profil et le vécu. Les années de plomb et les atteintes aux droits de l'Homme, ils en connaissent un bout pour en avoir payé le prix. Il n'y a donc aucun doute là dessus.

Ceci dit, leur prédécesseur, Ahmed Herzenni, aura profondément marqué sa présidence du CCDH et de l'Instance Équité et Réconciliation (IER). Il avait pris le relai de feu Driss Benzekri, à un moment où ces deux institutions étaient passées à la vitesse supérieure dans leur effort de réconciliation des Marocains avec leur passé. Des milliers de dossiers de plaignants ont été traités. Et des indemnisations conséquentes ont été allouées aux victimes et aux ayant-droits.

Un travail titanesque accompli

dans les limites des délais fixés; neuf mois, plus une rallonge de 90 jours. Des dizaines de cas de disparition forcée ont été élucidés. Sauf trois, Abdelhak Rouissi, Houcine El Manouzi et Mehdi Ben Barka. Sur cette dernière affaire, particulièrement, l'IER, avant sa disparition programmée, avait fait état de l'impossibilité matérielle d'accéder à la vérité des faits. Le dossier a donc été renvoyé à l'expéditeur, avec accusé de réception.

La transition de Herzenni aura été le tremplin de raison et de progression.

Le fait est que le CCDH et sa prolongation naturelle, l'IER, devaient avoir accès aux documents d'archives d'époque, de même qu'ils étaient en droit de convoquer et d'entendre les acteurs et les témoins des événements en question.

Cela n'a pas toujours été le cas. Des personnalités en cessation de service, ou toujours d'active, n'ont pas daigné répondre aux injonctions de l'IER.

Ils ne sont pas atteignables, non pas de jure, mais de facto. Ils

s'estiment au-dessus de ce genre d'archéologie mnémique. Il n'en a d'ailleurs pas été autrement pour les demandes pressentes d'accorder une attention sociale et économique particulière à des régions de turbulences politiques, longtemps mises en quarantaine. À ce titre, le CCDH avait appelé à une indemnisation collective. Ce qui devait être parfaitement conforme à une régionalisation intelligente et une inter-régionalité solidaire. De ces barrières infranchissables, Ahmed Herzenni en a rendu compte.

Il serait donc malvenu de lui imputer un quelconque déficit de résultat. Surtout pas lui qui a subi tous les interdits à sa liberté de pensée et à sa liberté tout court, avec toutes les affres physiques et mentales qu'il a toujours refusé de mettre en avant. Son intervention, lors de la soirée mémorable de témoignage sur la longue nuit de non-droit, a été d'une grande retenue émotionnelle. Il a réaffirmé ses convictions tout en avouant ses erreurs de jeunesse.

Dans ses nouveaux statuts, le CNDH, succédant au CCDH, aura des prérogatives plus élargies. Il ne sera pas réellement décisionnel tout en n'étant plus seulement consultatif. La transition de Herzenni aura donc été le tremplin de raison et de progression. ■

أحمد حرزني..

من خطط الانقلاب إلى كتابة الدستور

وتسهيله مهمة أجهزة الأمن»، منظرًا للمنظمة «خدمة الشعب» المستلهمة من نموذج ماوي، قبل أن يتحول، مستهل الثمانينيات، إلى نعي الشيوعية والتهليل لبوار توجّه إسلامي بدأ يزحف على الساحة السياسية، مما يعني أن مرحلة «المراجعة» ليست وليدة اليوم.

تلقى أحمد حرزني، الذي ولد سنة 1948، أولى حصص دروس الثورة بثانوية محمد الخامس بالدار البيضاء، حيث خرج رفقة زملائه في انتفاضة 1965 التي أدت إلى إعلان حالة الاستثناء وتعطيل الدستور والمؤسسات. وأصل دراساته بجامعة محمد الخامس بالرباط، شعبة الأدب الإنجليزي. وفي الوقت

ذاته، أصبح لاعبا محترفا في صفوف الاتحاد الوطني لطلبة المغرب، مخضعا نفسه لعدة تربيصات ماركسية لينينية قوت عضلاته الثورية وعززت لياقته النضالية. وبدأ مساره المهني أستاذا للتعليم الإعدادي في أكتوبر 1971 إلى غاية 1986، ثم باحثا بالمعهد الوطني للبحث الزراعي بسطات من يونيو 1986 إلى غشت 1995، قبل أن يجتذبه بريق جامعة الأخوين التي اشتغل بها من شتنبر 1995 إلى جينبر 1996. لكن أحدا لا يعرف ما إن كانت دراساته المعقدة في السوسيوولوجيا، التي حصل فيها على الدكتوراه سنة 1994، أم تجربة الاعتقال القاسية ودروسها المكثفة هي التي كانت وراء تخلصه من الأفكار التي كان الفتى أحمد يحملها أيام كان بيدول العالم أحمر والثورة على مرمي حجر، فأصبح أحد أعضاء اللجنة المكلفة بكتابة دستور محمد السادس.



أحمد حرزني، الرئيس السابق للمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، هو نفسه الفتى الذي صرخ بأعلى صوته في أحد اجتماعات منظمة إلى الأمام، شهورا قليلة بعد تأسيسها، منتقدا السلوك البورجوازي لبعض الرفاق، وداعيا إلى خلق خلايا تتوزع على مختلف القرى والمداشر، ليس بهدف إنجاز مشاريع التنمية البشرية، بل لتحقيق الأحلام الثورية وقلب النظام. رأي عرّض المنظمة الفتنية حينها للتازم واحتمال الانشقاق، لكن المخاض سيؤدي إلى لفظ أحمد خارج المكتب السياسي للمنظمة كمحاولة لقص جناحيه، لكن ابن كرسيف وأصل تطبيقه مشكلا

سريا من بعض رفاقه من داخل المنظمة اختاروا حمل السلاح في وجه نظام ملك يتوعد: «اللي عارضني نخلي دار بوه»، وهو الوعيد الذي لن يتأخر في تحقيقه، حيث سرعان ما سيتوصل أحمد بدعوة خاصة لإقامة طويلة في ضيافة «النظام الرجعي».

ظل حرزني في معتقل درب مولاي الشريف من فبراير 1972 إلى غاية مارس من السنة ذاتها، قبل أن يرّحل إلى سجن أغبيلة حيث مكث إلى غاية غشت 1973، تاريخ تنقله إلى السجن المدني بالقنيطرة، والذي لن يغادره إلا أواسط عقد الثمانينيات. وكأنما هو القدر يرسم لأحمد مسارا مطابقا لمسار رفيق اسمه إدريس بنزكري، لكن، وبينما اختار هذا الأخير أن يعكف على التحصيل الأكاديمي داخل السجن وينيل الشهادات، أصبح أحمد حرزني، وخاصة بعد توصله بقرار طرده من المنظمة الشيوعية «لممارساته اللاديمقراطية

في حوار سابق مع الراحل إدريس بنزكري لـ: «الاتحاد الاشتراكي» .. التوصيات تضمنت تقديم مشاريع إصلاح جوهريّة

عبد الحميد جماهري

كـتقدير أولي، هل تعتقد أنكم أجبتكم عن كل المناطق المعتمدة والبياضات نفسها، التي أحاطت أو تخللت حياة حقوق الانسان والتي سجلتها منذ كنت حقوقيا، أو أنت تتابع؟

- « بصفة عامة، يمكن القول إننا أجبنا عن القضايا الاساسية ومجمل القضايا التي طرحت منذ التسعينات في هذا الموضوع? وحتى بعض مناطق الظل التي بقيت، اكتشفنا فيها عناصر مهمة ومؤشرات وأدلة، ووضعنا اسس مسطرة البحث في شفافية أكبر وظروف مناسبة أكثر? لا بالنسبة لطرق البحث الملائمة ولا بالنسبة لمشاركة السلطات بطريقة أكثر احترافية من السابق? في ما مضى، لم يكن التلكؤ والبطء وحدهما سمة التعامل، بل هناك ايضا صعوبات ترجع الى عقليات بيروقراطية قديمة وتخوفات? وعليه، فحتى القضايا التي مازال يشوبها الالتباس والغموض هناك امكانية الآن، ان تقدم فيها، خلال امد معقول، التوضيحات اللازمة. وبصفة عامة، فأهم القضايا الاساسية والاشكالات والتحديات الرئيسية، عالجاها بما يجب من التزام وموضوعية والدقة في التثبت والتأكد من الاشياء التي بحثنا فيها.

- وماذا عن القضايا التي مازالت عالقة؟

- في الحقيقة، طرحت مشكلات كبيرة، طرحت بدورها على هيئة الإنصاف والمصالحة البحث في الحقيقة، وتوضيح السياقات التي وقعت في اطارها هذه الانتهاكات والمسؤوليات فيها، سواء مسؤوليات الدولة او غير الدولة. وبأن هذا العمل المتعلق بالحقيقة، يجب ان يتم في اطار مفتوح وليس حبيس الصالونات والاماكن المغلقة، وهذا ربما يفسر لماذا اعتمدت الهيئة، بالرغم من ابحاثها وتحرياتنا الخاصة على الشهادات واستشارة الناس وإخبارهم بمجريات الأمور، فاتحة في الآن ذاته نقاشا عموميا. ربما استخف البعض او لم يفهم ذلك، لكن التذوات حول الاشكالات، منها الجرائم السياسية، كان مهما، فنحن نعرف ما معنى الجريمة السياسية ويمكن لنقاش الصالونات بدوره ان يقدم الكثير في هذا الباب، لكن اللجوء الى خبرة الممارسين في المهن القانونية يمكننا من ان نعرف مساهماتهم وتقييماتهم وتقديراتهم ووجهات نظرهم المتعددة والمتباينة، كما فعلنا في التاريخ والعنف السياسي ومواضيع أخرى? اذن الحقيقة هنا في هذا الامر جانبان، الاول يرتبط بالبحث والتحري والتحقق، والثاني يتعلق باستخراج قراءات تعددية، بخلاف لجن اخرى غامرت، اي لجن الحقيقة التي كانت تحت ضغط النظام السياسي الذي خلقها او موازين القوى التي افرزتها، كي تحاول خلق قراءة اجماعية، او حكي وطني اجماعي، يفسر امورا من هذا القبيل ادى الى بروز مشكل عصي. نحن لم نختر هذا الباب، فعلى مستوى مجهولي المصير، بحثنا وتناولنا 742 حالة في حين بقيت 66 حالة، لا يمكن القول أنها كلها حالات يلفها الغموض المطلق، بل فتحنا فيها ابوابا ومجالات توضيح، كنموذج قضية المهدي بن بركة والمانوزي، اضافة الى حالات اخرى حاصرنا فيها ضيق الوقت، والالتزام بالاجل المحدد لعملائنا ولضرورة تفادي الروتين والرتابة، فقد تقدمنا فيها بتوصيات دقيقة تخص كيفية استمرار عملية البحث، كما حددنا التزامات الدولة في هذا الصدد? والوجهة التي يجب ان يتجه اليها البحث والتحري، ويمكن لآلية التتبع ان تحل هذه المشاكل.

المستوى الثاني، والمتعلق بالقراءة التاريخية لسياقات الانتهاكات الجسيمة لحقوق الانسان، بعض الجوانب واضحة لدينا، مثلا كل ما هو في متناولنا ويمكننا ان نحدد فيه الاطار القانوني الذي تم فيه كل ما ذكر وماهي الاجهزة التي كانت وراء ما وقع، الاطار القانوني او اللاقانوني لذلك، بعض الملابس للسياق العام، اما بخصوص اصدار حكم عام تاريخي فقد اعتبرناه مهمة المؤرخين ولا سيما في الحدث الذي لا نملك بخصوصه وثائق ذات صدقية معينة. اما لانعدام هذه الوثائق او قلتها، واما لأن الشهادات بالرغم من اهميتها وقيمتها الانسانية المهمة، تظل انتقائية وتحتاج الى مؤرخ يعتمد عليها لينتقل منها الى معطيات ومستويات اخرى... ولذلك نقول، ان هذه الملفات ليست عائقا او معرقله، بل حققنا فيها تراكما وجمعنا موادها وعناصرها، بل حددنا مسطرتها القابلة للتنفيذ اذا وجدت آلية المتابعة لذلك، ولنا عودة الى هذا الموضوع. الاشكال الاخر، يتعلق بالمستوى الثاني الذي لا يقف عند المعايير والرصد. فنحن رصدنا فعلا المسؤوليات ومكانها لدى اجهزة الدولة وتداخلها، وسجلنا ان مسؤولية الدولة ثابتة في هذه الانتهاكات. فحتى عندما لا تكون المسؤولية ثابتة كفعل، فهي ثابتة كسياق او كتغاض او إهمال او عدم التدخل. والأهم، في هذا الباب، هو ما يرتبط بالاصلاحات، فنحن عادة ما نتكلم عن الاصلاحات القانونية والدستورية والمؤسسية، وقد تسنى لنا بالفعل ان نحدد بالضبط الممكن الذي يجب ان يتم الاصلاح على مستواه.

ولذلك دققنا في التوصيات واعتبرناها دراسة خبرة، ولهذا، ربما فاجأ المجهود بعض الناس، لأنه تضمن تقديم مشاريع اصلاحات جوهرية وليست صدفة أيضا. فنحن جزء من هذا المجتمع، وسيكتشف المغاربة أننا نلتقي مع مشروع الاصلاح العام الواسع، وبكل صدق وصراحة سررنا كثيرا لكون جلالة الملك، يصدر أمره، مباشرة بعد اطلاعه على التقرير بنشره، ويقول جلالته «خاص الشعب يعرف هاذ الشيء»، ليفتح نقاش حول الموضوع.

- من القضايا التي تحدد افق انتظارات الناس، او الملفات المعيارية، هناك قضية الشهيد المهدي بن بركة، ما الذي وقع حتى لم تحدد الحقيقة كاملة؟

- الحقيقة ان هناك تفاصيل وتفصيلات اشتغلنا في هذه المواضيع. وبصفة عامة فإن الفكرة التي تقول بأن عدم الجواب عن قضية بعينها يعني فشلا، فكرة غير مقبولة. صحيح انه يمكن فهمها في إطار سجال او نقاش، لكن لا يمكن اعتبارها فكرة سليمة، فكل ملف له خصوصيته. ونحن درسنا، أولا، الظاهرة بصفة عامة دون تمييز على اعتبار أن الظاهرة بحد ذاتها خطيرة، واكتشفنا، في هذا الاطار، ان المفهوم نفسه يشوبه الالتباس، احيانا نتحدث عن الاختفاء القسري، في حين يكون القصد «أشخاص مجهولي المصير»، والعكس.. الخ. قمنا بعمل توضيحي وأركيولوجي مهم، على الأقل، بالنسبة للأجيال الصاعدة وبالنسبة للباحثين وغيرهم.

من جهة أخرى، كانت الامور، مع الضحايا بشكل مباشر، واضحة. إذ تتوفر على ملفاتهم ودرسنا كل ملف على حدة بما يستحق من جدية، وقد توفقتنا في أغلبيتها، وما زالت بعض الحالات، عالقة. ملف المهدي بن بركة درسناه من كل الجوانب، وذلك لأنه، أولا، ملف يهمننا، ولأننا، ثانيا، استقبلنا العائلة وتحدثنا إليها وبدأنا بحثنا، وجدنا ان بعض ملاسبات قضية المهدي معقدة. هناك جزء يهمن الدولة الفرنسية لم تسلط عليه التوضيح أبدا. وبطبيعة الحال، فإن الدعوى المرفوعة الآن أمام القضاء من طرف العائلة تركز على بعض الجوانب من الامر، في حين لاحظنا ان هناك أشياء لم تتوضح، بالنسبة للمسؤولية في ما يخص ما وقع بالضبط في مكان الاختطاف. دققنا كثيرا في كل ما قيل ونشر وروي ونعتبر أنه لا بد من المزيد من التدقيق، ولدينا تقارير مفصلة في هذا الشأن، وهناك ما يلزم التدقيق فيه، ونعتبر أن هناك ما يستدعي الاستمرار في البحث، وما يهمننا أيضا هو أن للدولة مسؤولية كبيرة لمساعدة العائلة ولمساعدة بلادنا لتقدم كل ما تملكه من معطيات لتلبية طلب الضحية والمجتمع في معرفة، أولا الملاسبات التي تلف الموضوع بالغموض، وثانيا مصير المهدي بن بركة، ومنها العمل الذي قمنا به في السابق والمتعلق ببحث العدالة عن تلبية الانابة القضائية، بالرغم من الصعوبات التي اعترضت الامر والتي لامجال لذكرها، والمهم ان القرار تم، وبمواصلة هذا المجهود مع القضاء الفرنسي لفائدة العائلة.

من ناحية البحث الذي قمنا به، صادفتنا صعوبات كبيرة في غياب أرشيفات ذات صدقية كبيرة، استجوبنا مسؤولين سابقين، وردت أسماؤهم او تم اتهامهم، فقدموا لنا معطيات غير كافية ولكنها جد مهمة بالنسبة للبحث الذي سنستمر فيه. ولذلك لم نقدم جوابا قاطعا عن السؤال: أين دفن المهدي؟

المؤكد هو أننا وجدنا طرقا وخيوطا للتحري وستحدث مع العائلة في الموضوع، ولكن سجلنا مسؤولية الدولة وضرورة مواصلة التزامها بمساعدة العائلة بكل المعطيات التي هي في حاجة إليها. ونحن نريد، ما يتجاوز هذا النطاق، اي معرفة المسؤولية والأشياء التي تم السكوت عنها، والجوانب التي مازالت تحوم حولها نقط الاستفهام او تساؤلات حول الدولة، مثلا الفرنسيون الذين شاركوا في القتل، وجيء بهم الى المغرب، لدينا معلومات تفصيلية حول حياتهم ووجودهم كيف كان، بقيت أشياء. زرت مراكز الاعتقال الشهيرة PF2، PF3، PF5 وشاهدت وضعها واستخلصت أنه لاشيء الآن فيها يمكن ان يفيد في الموضوع، نواصل النقاش اليوم والبحث من أجل الحقيقة واكتشاف أرشيفات، وفي كل الاحوال، عبرت الدولة عن استعدادها للكشف عن الحقيقة والمطلوب تعزيز هذا الالتزام، والمادة التي تتوفر عليها الآن، يمكن لألية التتبع التي سنأتي ضمن التوصيات، يمكنها أن تقدم توضيحات في المستقبل القريب.

- ماذا عن آلية المتابعة؟

- استفادتنا من لجن الحقيقة في تجارب دول أخرى كانت أساسية، حيث خلصنا الى أن العمل الجبار مثل الذي قمنا به، يجب ألا ينتهي على شكل تقرير فقط بين يدي الدولة، التي تضعه رهن الجميع، ليأخذ منه كل من شاء ما يشاء. وبطبيعة الحال، البرلمان، الحكومة والفاعلون السياسيون معنيون، لكن لا بد من إطار يتوفر على خارطة الطريق، من خلال التوصيات والمقترحات وما يتبقى استكمالها من الناحية التنفيذية، ليقوم بهذا كله. فدار بيننا نقاش طويل خلصنا من خلاله الى أن هذا الإطار يمكن أن يكون من داخل المجلس الاستشاري لحقوق الانسان، باعتباره المؤسسة الرئيسية في مجال حقوق الانسان، ولديها ضوابط قانونية يمكن ان يتشكل من داخلها إطار أو لجنة متخصصة تتولى متابعة تنفيذ خارطة الطريق. هناك، بالفعل الجانب المعياري المؤسساتي الذي يدخل في إطار عمل المجلس ويمكنه أن يدمجه في عمله، كأن يصدر تقاريره الدورية لرصد ما تم عمله من طرف البرلمان والحكومة في المجال التشريعي والتربوي والافلات من العقاب وتنفيذ القوانين ومراقبتها. في مجال جبر الضرر والتعويض كل الملفات جاهزة، يلزم فقط، الاتصال بالعائلات من أجل التنفيذ وتسليم المستحقات

والأخذ بيدها وانشاء مركز التتبع على المستوى الصحي, وتنفيذ برامج جبر الضرر التي بدأت بالفعل، مع مختلف المؤسسات الحكومية.

في مجال التحري في الملفات، يلزمنا أولا التوضيح للعائلات كما نعمل الآن مع ضحايا أحداث 1981، وأما الملفات التي لا يوجد فيها جواب رسمي لحد الآن، فإننا لانتوفر الى حدود الآن، على معطيات بخصوصها، يمكن ان يكون، داخل تلك اللجنة، فريق خاص يعمل مع مختلف الاجهزة التي تتوفر على معطيات خاصة بالملف، على استكمال البحث، والتعاون مع العائلات حتى يتم حل المشكل.

- العمل سيصبح آنذاك عمل المجلس إذن؟

- نعم ، لأن الهيئة انتهت مدتها وصارت اللجنة المكونة تتوفر على كل الصلاحيات التي تخول لها الحق في البت في القضايا.

- بمعنى آخر، الهيئة نفسها ستصبح هي اللجنة على اعتبار ان أعضاء الهيئة الذين اشتغلوا في الملف هم الذين سيواصلون البحث فيه...؟

- ليس بالضرورة، لأن هناك تقارير وتفاصيل في المواضيع يمكن لأي مسؤول يحال عليه الملف ان يواصل العمل فيها فقد تم رصد الاشياء وتنظيمها بطريقة منهجية ومضبوطة وبحث مدقق.

- ماذا عن آراء الاطراف السياسية؟

- لحد الآن لم نتلق أي رد من أي طرف، وهذا أمر طبيعي، لأن الاطلاع على التقرير لم يتسن الا مؤخرا، صحيح اننا أجرينا لقاءات أولية ووزعنا ونشرنا الملخصات، في انتظار استكمال كل الجوانب التقنية كالطبع مثلا - للتقرير الشامل، وقتها سيصبح بين أيدي كل الاطراف المعنية، وقتها سيكون بإمكانها أن تدرس وتنتظر فيه وتقرر مواقفها. من المؤكد أن النتائج العامة للابحاث معروفة الان، وسنحاول أن نشرح للناس التفاصيل بالنسبة للتوصيات والتي نعتبرها جوهرية بالنسبة للمستقبل، قيل وعرف الاساسي منها، لكننا سنشرح التفاصيل والتحليل.

- أجريتم لقاءات سياسية وحكومية، كيف تمت؟

- نعم، اجرينا، هذه اللقاءات، وقد كانت مهمة للغاية، التقينا بالحكومة والتي عبرت عن موقفها الايجابي والالتزام بالنظر في هذا التقرير وتتبع ما ورد فيه في ما يخص الاصلاحات المقترحة او في تنفيذ التعويضات، فالحكومة معنية بطبيعة الحال ولا بد من ان ننظر في الامر وتجد له بندا في الميزانية، ونفس الشيء بالنسبة لبرامج جبر الضرر والجانب الاقتصادي والاجتماعي في ما يخص مجموعة من المناطق التي اقترحنا فيها برنامجا مدققا، وقد بدأ تنفيذه عمليا، كما في حال زاكورة وتازمامارت.

على المستوى البرلماني التقينا برئيسي الغرفتين ورؤساء الفرق البرلمانية وكان اللقاء إخباريا تلاه نقاش وتوضيحات، وقد اهتموا بطبيعة الحال بالجانب الذي يهمهم كسلطة تشريعية؟ واعتقد انهم سينظرون في الآلية والطريقة التي تجسد بها الاصلاحات التي يمكن للحكومة أن تصدر فيها مشاريع قوانين؟ من جانبنا وضعنا المعايير وفسرنا لكل مقام أسبابه وضروراته.. ويمكن للبرلمان أن يبادر كما يمكن للفرق السياسية أيضا أن تأخذ المبادرة وتأخذ على عاتقها هذا الامر وتطوره وربما أن تذهب به أبعد مما هو مقترح.

- بخصوص التوصيات الواردة والمحكومة بأفق واحد هو «حتى لا يتكرر هذا»، ماهي الزاوية التي عالجتم منها هذا الامر؟

- النظام الاساسي للهيئة وبرامج عملها تتجسد في غالبيتها نحو اقتراح اصلاحات واجراءات وتدابير وسياسات لعدم تكرار مامضى، والشيء الذي يفترض أن يبرز اثناء التحليل، ما الذي جرى في الماضي وحتى لا تتكرر الاتهامات عموما والانتهاكات الجسيمة والخطيرة على وجه الخصوص، حسب التشخيص في المسؤوليات، مسؤولية الدولة والمسؤولية الفردية التي أحصياناها، لكنها تظل في طي السرية، لأنه ليس من اختصاص الهيئة طرح أسماء للعلن.

{ العدد مثلا... }

< صعب أن أحدد العدد في فترة تغطي 43 سنة. هناك مستويات عديدة ومختلفة تلزمها دراسات تحليلية دقيقة، فلا يمكن مثلا أن تحدد المسؤوليات بعمومية. هناك من له مشكلة مع «المقدم» مثلا إلخ، فلا بد من دراسة عينية وتحليلية لتسلسل الاوامر وتراتبية القرار الامني والسياسي وكيفية تطبيقه وتنفيذه وكيف تخلق الاضرار، وللخلاصة فمسؤولية الدولة كدولة

التي اعترفت بهذا الامر واقترته اعطانا امكانية لكي نصل إلى تحديد الخلل ومكمنه في القرار السياسي والامن وكيف يتجسد في الواقع؟ ولهذا كانت الاقتراحات مهمة في مجال الإصلاح ويجب أن يندرج كل هذا في اطار استراتيجية وطنية لترسيخ سيادة القانون ومحاربة الافلات من القانون على المدى الطويل، وعليه وضعنا سلسلة من الاقتراحات والتدابير المؤسساتية ونروم اصلاح مؤسسات من الضروري والجوهري إصلاحها اصلاحا عميقا، كالقضاء. وقد تقدمنا بخصوصها بإصلاحات وتدابير جديدة ومهمة لا تقف فقط عند الضمانات الدستورية لفصل السلط بل أيضا حتى في ما يخص استقلالية القضاء عمليا.

{ ما هي الأشياء الأساسية الجديدة في ما يخص القضاء؟

< درسنا القضاء وخلصنا الى ضرورة تعزيز وتدعيم استقلالية القضاء، حتى تكون هناك فعلا سلطة قضائية. ولا بد أن يضمن الدستور هذا الأمر، حتى لا تحدث قرائن أخرى تخرب هذا العمل. وأعتقد أيضا أنه لا بد من تدبير جديد على المستوى المؤسساتي، يصل إلى حد إعادة النظر في المؤسسات الأساسية والمهمة في القضاء وخاصة المجلس الأعلى للقضاء، الذي لا بد من إعادة تنظيمه. ونقترح في هذا الباب، وهو اجتهاد ويمكن أن يقابله اجتهاد آخر، فصله تماما عن الحكومة من حيث الرئاسة حتى لا يكون للجهاز التنفيذي أي يد عليه، ولا بد من افرز قيادته من داخل المجلس الأعلى للقضاء؟ وعنصر التجديد الثاني يخص تكوين المجلس، ونقترح أن يفتح المجلس، بالإضافة الى سلك القضاء، على قطاعات خارج سلك القضاء، وهو أمر تسيير عليه الدول المتقدمة، ولاشك أنه سيعطي قوة استقلالية و غنى في العمل، سلك القضاء لا بد له من حرمة، ولكن لا بد له أيضا من نجاعة وفعالية.

واعترينا أن من الأشياء الأساسية تعزيز وتأمين دستوري لضمان حقوق الإنسان بصفة عامة. فهناك العديد من الحقوق الأساسية كحرية التعبير مثلا، الموجودة في الدستور ولكن لا بد من تعزيز محتواها *La teneur*، وحقيقة وقعت تطورات مهمة منذ السبعينات والثمانينات، لكن لا بد من إعادة الصياغة والبلورة والتدقيق، حتى يتم بالفعل ترسيخ تلك الدعامة الأساسية في قضية فصل السلط.

وبعد هذا، انتقلنا الى تفصيلات في المؤسسات الأمنية والمجال التربوي وجبر الضرر، والأرشيف والذاكرة وآلية التتبع، وهذه الآلية، بالإضافة إلى كل ما يمكن أن يقوم به البرلمان والحكومة والقوى الفاعلة في المجتمع ستسهر على التنفيذ، وفتح نقاش عمومي حول كل توصيات الهيئة. اقترحنا أن تكون هذه الآلية من داخل المجلس للمساعدة على التنفيذ، وهو ما يتطلب بعض المراجعات والتدقيقات في اختصاصات المجلس حتى تتقوى.

1965* الأسطورة المؤسسة...

+ ما أثارنا، وحتى إن لم يفاجئنا، لكنه اكتشاف بالنسبة لنا كجيل وكباحثين، أننا وجدنا أنفسنا أمام معطيات وشائعات وتقديرات، تم تداولها لسنوات طوال، بدون أبحاث دقيقة ورسنية. من الصعب بالفعل الحكم عليها، هل هي صائبة أم خاطئة.. لأنها مبنية فقط على القيل والقال، أي أن الأشخاص الذين عاشوا وقتها، حكوا عن أشياء ونسجوا أشياء واستخلصوا أشياء وركبوا وتم خلق ما راج، لم نجد، أي دليل مادي يثبت بأي شكل من الأشكال كل ما راج حول العدد، فلا مصدر موثوق يحدد عدد الضحايا الذين سقطوا ، ألف أو ألفان كما يقول الناس، بالفعل، قيل كلام كثير ونشر على صفحات الجرائد وتم تداوله اعلاميا، ولم يتم أي بحث للتحري، بدورنا لم نستطع القيام بهذا البحث الذي لا يمكن أن يقوم به سوى المؤرخين الذين يملكون الوقت الكافي لذلك.

المنهج الذي اعتمدناه هو أننا لجأنا إلى المصادر الموثوقة ولم نجد أبدا أي شيء يثبت كل ما قيل، وقد اعتمدنا مصادر متنوعة، منها الشهادات (شهود العصر) والأرشيف عندما يكون في المتناول كالأمن والجيش والدرك، والمصدر الآخر، الذي اكتشفناه من بعد، في حالة الوفيات الناجمة عن جروح أو وفاة عنيفة أو قتل، الأرشيفات المهمة للمستشفيات ومراكز حفظ الأموات وأحيانا حفارو القبور والمحافظون على المقابر. صحيح أن الوثائق بقيت منظمة ومركبة علميا، لكن هناك وثائق وذاكرة وأرشيف. في ما يخص 65 دائما، اطلعنا على كل ما كتب، من دراسات سوسولوجية حول ظروف الحدث وسياقاته وسنعمل على نشره من بعد، توجهنا بعدها إلى الأرشيفات ووجدنا بها مؤشرات ومعطيات لدى الشرطة والجهات المعنية ومراكز حفظ الأموات والمستشفيات واكتشفنا أرشيفات. والمثير أننا توصلنا بعدد هزيل جدا بالطلبات بخصوص 65! ومن جهتنا اتصلنا بشهود العصر سعيا منا لبناء سياق الأحداث فوجدنا تناقضا بين التصريحات. وقد وجدنا المقابر ...

« ونفس الشيء وقع في أحداث 60 و 64 أو ما يسمى مجموعة شيخ العرب، بالنسبة لأحداث 1960 فلم يتقدم أي أحد بطلب، بما في ذلك المنظمات الحقوقية..والموضوع طاله النسيان، باستثناء بعض الإخوة في الاتحاد والمقاومين الذين طرحوا المشكل، وقد وجدنا القبور بالفعل واستطعنا إعادة تركيب الحدث بالرغم من بعض الالتباس الذي مازال يلفه. وبصفة عامة، ظهر السياق السياسي والظروف التي تميزت بالغلان من 1959 إلى 1960 .

بالنسبة لشيخ العرب، استغربنا لكون الكثير من المسؤولين أنفسهم كانوا ضحية اشاعات مسؤولين آخرين أرادوا من ورائها ائتلاف الحقيقة، لهذا توجهنا إلى الأرشيف بالأمن الاقليمي والمستشفيات وحفظ الأموات. وقد كان البحث مشوقا بالفعل وفيه عناصر كثيرة من المفاجأة، حيث تجد مثلا متوفى تحت اسم X بن X [أي مجهول] في حين تكتشف أنه في الأرشيف باسمه الكامل، فقد تجد أيضا أحمد فوزي المدعو شيخ العرب المتوفى يوم كذا وكذا، بكل التفاصيل لأن الأطباء سجلوا ذلك بطريقة مهنية صرفة.

من بعد يأتي دور جهة أخرى التي تتناول الملف ويصير في ملكها؟ فكان علينا أن نتوجه إلى هذه الأطراف كحفظ الأموات والمقابر واستطعنا الوصول إلى أشخاص بعينهم أثبتوا الامر، اكتشفنا أيضا أن رفاق شيخ العرب، وهم أربعة

تأكد لدينا أنهم مروا بدرب مولاي الشريف، كبوز اليم وأشخيض .. الخ. من بعد ثبت أنهم قُتلوا، وأشاع رجال الأمن أن شيخ العرب هو الذي قتلهم في إطار الانتقام والتصفية. وقد وجدنا قبور المغتالين، ولم يبق الغموض يلف سوى حالة أو حالتين!

ملحوظة: سبق أن نشر هذا الحوار في أعقاب انتهاء لجنة الإنصاف والمصالحة من عملها وتسليم تقريرها إلى جلالة الملك

Revue de Presse du Conseil National des droits de l'Homme